

Scrutin n° 11 : Fonctionnaires des corps de recherche

Profession de foi

Liste : CGT-Culture



Candidats titulaires	Candidats suppléants
1. Antoine ZINK - C2RMF	1bis. Gautier BASSET - DRAC Grand Est
2. Julie CHARMOILLAUX - DRAC Auvergne Rhône-Alpes	2bis. Sylvie OCTOBRE-LEOTY - C2RMF DEPPS

La loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 a créé le CNESERAC. C'est une instance consultative en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines comme les arts plastiques, l'architecture, le patrimoine, le spectacle vivant, le cinéma, l'audiovisuel, le français et les langues de France, le livre et la lecture, les médias et le numérique, ou les recherches interdisciplinaires portant sur ces domaines.

Il a pour mission d'assurer la cohérence des formations et de la recherche au regard des enjeux des secteurs professionnels concernés mais aussi avec les travaux du CNESER. Il donne un avis sur l'accréditation des établissements assurant des formations supérieures.

Il est consulté notamment sur les emplois et les moyens financiers alloués aux activités d'enseignement supérieur et de recherche, sur la participation de ces établissements à la coopération et aux regroupements des établissements comme les COMUE, sur les orientations générales des contrats pluriannuels signés entre l'Etat et ces établissements. La Cgt-Culture a soutenu la création du CNESERAC pour y défendre les spécificités de l'enseignement supérieur Culture et la recherche culturelle.

Le contexte

La recherche et enseignement supérieur du Ministère de la Culture sont le parent pauvre du Ministère en empêchant notamment tout débat démocratique en son sein sur ces questions et en affaiblissant les corps d'enseignants et de recherche, quitte à supprimer de nombreux emplois et crédits et à développer la précarité.

Ces politiques se développent dans un ministère éclaté. Cela favorise le manque de cohérence et nuit à l'efficacité des politiques. C'est l'absence même de stratégie en matière de recherche et

d'enseignement supérieur qui est néfaste au devenir du ministère mais aussi à celui des professions artistiques et culturelles.

Or la vitalité des statuts, des métiers et des professions, que les politiques technocratiques et libérales tentent d'annihiler, est indispensable au développement artistique et culturelle de la société.

La démocratie aux sources de la refondation des politiques

Le CNESERAC, construit sur le modèle du CNESER doit prendre en compte les spécificités et la complexité des statuts des établissements, des personnels, des formations et de la recherche du domaine des arts et de la culture. Une véritable coordination doit se faire entre les deux instances. Le schéma LMD devra se mettre en place progressivement pour les formations de la culture. Les écoles d'architecture sont déjà très avancées et habilitées par le CNESER.

La Cgt-Culture fait le pari que le débat démocratique entre acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur doit permettre la refondation de ces politiques. C'est une alternative aux politiques de marchandisation.

Le CNESERAC est l'opportunité pour les personnels de ces secteurs de débattre et de construire des propositions en matière d'orientations stratégiques, de programmes, de coopérations, d'emplois et de crédits. C'est ensemble et avec les propositions qui se feront jour que nous changerons les politiques pour une meilleure prise en considération des questions de recherche et d'enseignement supérieur au service des futurs professionnels, de l'accès à la connaissance et au développement de la culture scientifique.

Si vous voulez que les avis du CNESERAC aillent dans le sens des intérêts des personnels, des professions et du développement de la recherche publique artistique et culturelle face à l'austérité budgétaire, il est primordial d'y envoyer des élus qui défendront un service public de la culture où l'enseignement supérieur et la recherche culturelle auront une place et un rôle à la hauteur des enjeux portés par l'ensemble de la communauté.

NOUS Y DEFENDRONS :

- *La création de postes de titulaires en nombre suffisant pour assurer nos missions de service public de recherche, et la mise en place d'un vrai plan de titularisation des non-titulaires sur des fonctions pérennes.*
- *Le rétablissement d'un budget à la hauteur des besoins.*
- *L'abandon du Crédit d'impôt recherche et la ré-attribution des fonds ainsi dégagés à la Recherche publique, notamment pour créer des emplois.*
- *La remise en cause de la politique de régionalisation de la recherche publique et de l'enseignement supérieur dont la structuration doit demeurer nationale.*
- *Le maintien du caractère national des établissements, qui ne peuvent se réduire à des outils pour l'innovation des entreprises en région dans le cadre des COMUE.*
- *Le maintien d'un statut national pour les personnels, statut qui doit être renégocié pour améliorer nos grilles de salaires et nos déroulements de carrière, et l'abandon des rémunérations et primes au « mérite » ou à « l'excellence ».*
- *Une recherche publique qui fait avancer les connaissances et leurs applications au service de la société.*
- *L'amélioration de la mobilité dans la sphère recherche*

La recherche est un des piliers de l'enseignement supérieur. Cela est particulièrement vrai au sein des établissements de formation relevant du ministère de la Culture, où des manières parfois très différentes de pratiquer cette recherche sont mises en pratique. Les 20 écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA), ont pu depuis plus de vingt ans explorer les nombreuses problématiques soulevées par un champ nécessairement interdisciplinaire. C'est au nom de cette diversité et cette ouverture que nous présentons notre liste.